

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CA VIENNE CONDRIEU

Espace Saint Germain - Bâtiment Antarès
30 avenue du Général Leclerc - BP 263
38200 Vienne

Références : 2026 - Is078-3SD
Code AIOT : 0003200910

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement CA VIENNE CONDRIEU implanté 281 Route du Barrage 38121 Reventin-Vaugris. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA VIENNE CONDRIEU
- 281 Route du Barrage 38121 Reventin-Vaugris
- Code AIOT : 0003200910
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté d'agglomération Vienne Condrieu Agglomération exploite à Reventin-Vaugris une installation de méthanisation liée à une station d'épuration des eaux usées (hors périmètre ICPE). Cette installation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014024-0030 du 24 janvier 2014, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°DDPP-IC-2017-04-04 du 7 avril 2017, n°DDPP-IC-2017-11-17 du 20 novembre 2017 et n°DDPP-IC-2018-11-06 du 12 novembre 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 7.6.5 et 7.6.6	Demande d'action corrective	1 mois
7	Valeurs limites de rejet dans l'eau	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 bis	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositions applicables aux installations de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.1.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositions concernant les installations de combustion	AP Complémentaire du 07/04/2017, article 4	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 4.1.1	Sans objet
2	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 7.6.4	Sans objet
4	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 7	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18 mars 2026 a permis de mettre en évidence quelques non-conformités sur la fréquence des analyses des rejets atmosphériques (traitement d'air et installations de combustion).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont interdits.
Constats : L'exploitant indique disposer d'un forage utilisé majoritairement pour les eaux de process de la station d'épuration des eaux usées (STEU). Environ 140 000 m ³ par an sont prélevés, dont environ 5 000 m ³ sont utilisées dans le cadre du procédé de méthanisation (préparation de polymère pour l'épaississement des boues biologiques et pour la centrifugation des boues). L'eau issue de ces procédés (épaississement et centrifugation) est recyclée dans la STEU. La STEU ne fait pas partie du périmètre ICPE. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral n°2014 041-0027 du 10 février 2014 (autorisation IOTA) et ses actes modificatifs, notamment le courrier du 9 juin 2016 autorisant un forage et un prélèvement permanent d'eau de la nappe souterraine pour un débit maximum de 130 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation. L'exploitant doit justifier d'un débit horaire minimal de 60m ³ /h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins deux heures en fonctionnement simultané des poteaux d'incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinet d'incendie armée, extinction automatique), avec un minimum de 60m ³ /h par prise d'eau. Ces appareils d'incendie

de DN 10 ou DN 150 seront judicieusement répartis, dont un implanté à 100 mètres au plus près du risque. Il seront éloignés de 150 mètres au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.

En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art.

Nonobstant la configuration du dispositif choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable. [...]

Constats :

Un poteau incendie est présent au milieu du site. Son débit est vérifié tous les trois ans. Le dernier rapport de vérification, a date du 24 mars 2026 a été transmis à l'Inspection. Il indique un débit de 70 m3/h à 1 bar.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 7.6.5 et 7.6.6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

art 7.6.5 : Les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies dans des procédures tenues à jour et affichées dans le lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment (...) la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

art 7.6.6. Le site doit assurer une rétention des eaux d'incendie pour un volume minimal de 120 m3. Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours. Les moyens nécessaires à cette rétention doivent être parfaitement entretenus et leur mise en œuvre parfaitement maîtrisée. La mise en œuvre de la rétention est de la responsabilité de l'exploitant dès qu'il fait appel aux secours publics.

Constats :

La rétention des eaux d'extinction est assurée au moyen d'un bassin d'orage de 4 000 m3 situé sous un des bâtiments. La mise en rétention se fait par la manipulation de vannes pour orienter les eaux de ruissellement vers ce bassin au lieu du débourbeur, et par l'arrêt de la pompe du bassin d'orage. Des rappels sur ces vannes sont régulièrement fait lors de réunion d'équipes.

La procédure concernant la manipulation de la vanne d'isolement des eaux d'extinction

d'incendie est en cours de rédaction. Ce n'est pas satisfaisant. La procédure doit être établie et tenue à jour et le personnel doit être en mesure de l'appliquer en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rédiger, sous un mois, la procédure permettant en cas de lutte contre un incendie d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. La procédure devra détailler les modalités de mise en rétention des eaux d'extinction dans le bassin d'orage prévu à cet effet. Sa mise en œuvre devra être testée périodiquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone).

A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85 °C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie.

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps (et dont la teneur et la fréquence ne peuvent être inférieures aux prescriptions du fabricant).

Constats :

L'Inspection constate qu'il n'y a aucun stockage d'intrants solides et qu'il n'y a pas d'unité de séchage.

Tous les locaux sont équipés de détecteurs de fumée. Ils font l'objet d'une maintenance annuelle dans le cadre du contrat de la centrale incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).
Constats : L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance annuel pour tous les équipements liés à la centrale incendie (déclencheurs manuels, détecteurs de fumée, etc). Le dernier rapport de maintenance annuel a été transmis à l'Inspection (en date du 3 mars 2025). L'Inspection constate que des extincteurs sont répartis dans tous les locaux. L'exploitant a transmis le rapport de contrôle annuel des extincteurs, en date du 15 octobre 2025. Sur site, la présence de l'étiquette de contrôle réglementaire a été vérifiée, par sondage, sur un extincteur : la date de la vérification indiquée est octobre 2025. Une formation à la manipulation des extincteurs est prévue pour tous les agents en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux autres que les eaux pluviales (non polluées) de toiture et de voiries sont canalisés et dirigés en tête de la station d'épuration du site. Les eaux pluviales de toiture sont rejetées au milieu naturel. Les eaux pluviales des voiries sont dirigées vers le débourbeur/déshuileur avant rejet dans le milieu naturel. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Les eaux issues de la déshydratation des boues sont réinjectées en tête de station d'épuration. Les eaux pluviales de toiture sont rejetées dans le milieu naturel. Les eaux pluviales de voiries sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'exploitant indique que les agents procèdent en tant que de besoin à la vidange de cet équipement, sans toutefois qu'il n'y ait de fréquence définie pour cet entretien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites de rejet dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.

Article 44

[...]

Ces concentrations maximales n'excèdent pas les valeurs fixées aux articles 31 et 32 de l'arrêté visé ci-dessus.

[...]

Les valeurs limites de rejet sont applicables au point où sont rejetés les effluents aqueux contenant les substances polluantes.

Constats :

L'exploitant indique qu'aucune analyse n'est réalisée sur le rejet du séparateur d'hydrocarbures. Le séparateur d'hydrocarbures traite les eaux pluviales de voiries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une analyse annuelle des eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures. Les valeurs limites sont celles des articles 31 et 32 de l'arrêté du 2 février 1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositions applicables aux installations de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.1.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les dispositions décrites dans la demande d'autorisation seront mises en place, à savoir :

- le confinement de l'ensemble des ouvrages, équipements et procédés sensibles (les épaisseurs de boues, la vasque du digesteur, les centrifugeuses et la bâche à boues amont de la digestion
- le traitement de l'air vicié

En sortie du traitement de l'air vicié, les teneurs maximales et les flux maximaux journaliers autorisés sont les suivants :

- hydrogène sulfuré : 0.1 mg/Nm³ - flux journalier : 57.4 g

- mercaptans (mesurés en équivalent soufre) : 0.1 mg/Nm³ - flux journalier : 57,4g
- ammoniac : 1 mg/Nm³ - flux journalier : 574g
- amines : 0.1 mg/Nm³ - flux journalier : 57,4g

Il sera procédé, a minima, à une analyse annuelle de ces différents paramètres. Les résultats et leurs interprétations seront portés immédiatement à la connaissance de l'inspection des installations classées en cas de non conformité d'un de ces paramètres.

Constats :

Deux installations de désodorisation sont présentes sur le site, l'une pour la STEU, l'autre pour le méthaniseur. Seule l'installation liée au méthaniseur est concernée par ces prescriptions.

Les analyses attendues ont été réalisées en 2023, 2024 mais pas en 2025, le système ayant été en panne le jour du contrôle prévu. Des analyses sont prévues en 2026. Les résultats d'analyse de 2024 ont été transmis à l'Inspection. Les valeurs limites de rejet en sortie de l'installation sont respectées.

Par ailleurs, l'exploitant indique que le site ne fait que très exceptionnellement l'objet de plainte concernant les odeurs, généralement à l'occasion d'opérations spécifiques telles que des vidanges.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la périodicité annuelle des analyses en sortie du système de traitement d'air. En cas d'impossibilité de réaliser les mesures le jour prévu, les analyses doivent être reprogrammées et non pas repoussées à l'année suivante. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les prochains résultats d'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositions concernant les installations de combustion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2017, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Toutes les dispositions seront prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués à une hauteur assurant une bonne dispersion. A cet effet la hauteur des cheminées de la cogénération et de la chaudière dépassera au moins de 5 mètres la toiture.

Les effluents gazeux issus de la chaudière et de l'unité de cogénération respectent les valeurs limites d'émission figurant dans le tableau suivant; issues de l'arrêté ministériel du 24/09/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de

l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910-B de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

CF TABLEAU

si des valeurs limites plus contraignantes sont fixées postérieurement au présent arrêté pour les installations relevant de la rubrique n°2910-B sous le régime de l'enregistrement, celles-ci seront applicables aux installations de combustion mentionnées dans le tableau précédent.

Les flux maximaux horaires des principaux polluants à ne pas dépasser sont les suivants :

CF TABLEAU

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³) , rapportés à des conditions normalisés de température (273.15 K) et de pression (101.325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligramme par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale doit être au moins égale à 5m/s pour la chaudière et au moins égale à 15 m/s pour l'unité de cogénération.

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions atmosphériques des différents polluants émis par la chaudière et l'installation de cogénération dans les conditions fixées aux articles 78 à 89 des prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 24/09/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910-B de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les fréquences de surveillance des émissions atmosphériques sont a minima les suivantes :

CF TABLEAU

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.

Le bilan des mesures est transmis semestriellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les résultats d'analyse sur les rejets atmosphériques de 2024 et 2025. L'Inspection constate que les fréquences d'analyse des différents paramètres en fonction des installations sont respectées, à part pour les paramètres (Cd, Hg, Ti),(As, Se, Te), Pb et (Sb +Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V), qui ont été analysées uniquement au 1er trimestre 2024 et au deuxième trimestre 2025, et seulement sur la chaudière FOD. Ces analyses devraient être réalisées semestriellement sur les trois installations.

Les valeurs limites d'émissions sont respectées, à l'exception d'un dépassement en NOx sur la chaudière FOD, au premier trimestre 2024 (170 mg/Nm3), au quatrième trimestre 2024 (159 mg/Nm3) et sur la cogénération au troisième trimestre 2025 (111 mg/Nm3). Ces dépassements restent de faible ampleur.

Par ailleurs, l'exploitant indique que la chaudière FOD ne fonctionne quasiment jamais, elle est donc mise en route spécifiquement pour réaliser les analyses prescrites. L'exploitant interroge l'Inspection sur la nécessité de réaliser des analyses lorsque l'installation n'est pas censée fonctionner. Pour certains paramètres, le tableau des fréquences de contrôle précise "en cas de fonctionnement au FOD".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à respecter les fréquences d'analyses des rejets atmosphériques. Par ailleurs, lorsque des dépassements des valeurs limites sont observées, une analyse des causes doit être menée et des actions correctives mises en œuvre.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les prochains résultats d'analyse complète (sur tous les paramètres et toutes les installations en fonctionnement).

Afin de ré-évaluer les fréquences de contrôle des rejets atmosphériques dans le cas d'un fonctionnement au fioul de la chaudière, l'exploitant doit transmettre une demande contenant les éléments nécessaires d'appréciation (caractéristiques des installations, positionnement par rapport aux arrêtés ministériels en vigueur, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective